

LE 17 MARS 2022, la lutte continue !

**EN GREVE ET EN MANIF POUR
L'AUGMENTATION DES SALAIRES, DES PENSIONS
DE RETRAITE ET DES MINIMA SOCIAUX**

De l'argent, il y en a, dans les poches du -grand- patronat!

- 70 milliards de dividendes pour les actionnaires du CAC 40 ,
- Les 500 familles les plus riches de France ont doublé leur patrimoine pendant le quinquennat Macron passant de 500 à 1000 milliards d'euros.

Et pourtant, comme d'habitude, les patrons, larme à l'œil et la main sur le cœur, vous expliquent qu'il n'est pas possible d'augmenter les salaires car ils ne pourraient plus faire face à la concurrence internationale et que ce qu'ils nomment « des charges » seraient trop élevées en France. Toujours la même rengaine patronale, ressassée depuis plus de 50 ans, qui a permis aux riches de devenir très très riches et conduit l'ensemble des travailleuses et travailleurs vers un appauvrissement généralisé.

Pendant que ces profiteurs sans foi ni loi sauf celles de la loi du marché et de la concurrence libre et non faussée continuent d'exploiter les salarié.e.s et la planète, sans aucune limite, et avec le soutien des gouvernements qui se sont succédés depuis de nombreuses années, pour les travailleuses et travailleurs, c'est la double peine :

- Essence : + 25% en un an,
- Energie : +18,6% en un an,
- Aujourd'hui, 10% des français ont recours à l'aide sociale

Au-delà de l'indécence, cette situation de surexploitation des classes populaires est purement et simplement scandaleuse et inacceptable. Pendant que les prix et les factures s'envolent, les salaires stagnent et les pensions diminuent. Il est donc urgent de revaloriser l'ensemble des salaires et des pensions de retraite, ainsi que les minima sociaux, l'allocation chômage et les bourses étudiantes.

Touche pas à mon brut !

Attention aux arnaques (surtout en cette période d'élection présidentielle) ! Augmenter les salaires, c'est augmenter le salaire brut. Augmenter le salaire net en baissant les cotisations sociales prive la Sécurité sociale de ses ressources et ouvre la porte aux vautours du privé qui dépèceront nos systèmes solidaires d'allocations familiales, de santé, de retraite et de chômage. Celles et ceux qui vous proposent donc d'augmenter votre salaire net sans augmenter le salaire brut vous proposent en fait une baisse de vos droits. Avec la CGT, exigeons un salaire minimum à 2000 euros brut dans le public, comme dans le privé, et pas une pension en dessous de ce SMIC.

80% DE FRANÇAIS SONT POUR
UNE HAUSSE DES SALAIRES



BREST - 11H00

Place de la Liberté

Quimper - 11H00

Place de la Résistance

Morlaix - 11H00

Place des Otages

Quimperlé - 11H00

Centre de Guehenno

Carhaix - 11H00

Devant la Maison des Syndicats